



Arrêt

**n° 184 700 du 30 mars 2017
dans l'affaire X / III**

En cause : X

Ayant élu domicile : au X

Contre :

**l'Etat belge, représenté par le Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration,
chargé de la Simplification administrative**

LE PRÉSIDENT F.F. DE LA III^{ème} CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 21 novembre 2016, par X, qui déclare être de nationalité algérienne, tendant à la suspension et l'annulation « *la décision du Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration et à l'Intégration sociale prise en date du 20 octobre 2016, il s'agit d'un ordre de quitter le territoire, notifiée le même jour lui enjoignant de quitter le territoire du Royaume* ».

Vu le titre I^{er} bis, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, ci-après la Loi.

Vu la note d'observations et le dossier administratif.

Vu l'ordonnance du 20 janvier 2017 convoquant les parties à l'audience du 21 février 2017.

Entendu, en son rapport, Mme M.-L. YA MUTWALE, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, Me H. BEN HAMMOUDA *loco* Me Y. MBENZA MBUZI, avocat, qui comparaît pour la partie requérante, et Me A. DETOURNAY *loco* Me E. DERRIKS, avocat, qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. Faits pertinents de la cause

1.1. La requérante déclare être arrivée en Belgique le 26 décembre 2007 et y a introduit une demande d'asile le 26 février 2008. Les autorités françaises ont marqué leur accord à la demande de prise en charge en date du 24 avril 2008. Le 24 juillet 2008, la partie défenderesse a pris une décision de refus de séjour avec ordre de quitter le territoire, sous la forme d'une annexe 26^{quater}. La demande de suspension en extrême urgence introduite à l'encontre de cette décision a été rejetée par l'arrêt du Conseil n°X du 26 juillet 2008.

1.2. Le 1^{er} décembre 2008, la requérante a introduit une seconde demande d'asile. Cette procédure s'est clôturée par une décision négative du Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides du 17 août 2009. Un ordre de quitter le territoire – demandeur d'asile est pris à son encontre le 13 janvier 2011.

1.3. Le 27 janvier 2009, elle a introduit une demande d'autorisation de séjour de plus de trois mois sur base de l'article 9^{ter} de la Loi. Le 12 janvier 2011, la partie défenderesse a rejeté ladite demande et un ordre de quitter le territoire est pris le lendemain à son encontre.

1.4. Par un courrier daté du 8 septembre 2010 et réceptionné par la commune de Harelbeke le 10 septembre 2010, elle a introduit une demande d'autorisation de séjour de plus de trois mois sur base de l'article 9^{bis} de la Loi. Le 21 décembre 2010, la partie défenderesse a déclaré ladite demande non-fondée. Le recours introduit à l'encontre de cette décision a été rejeté par l'arrêt du Conseil n° 61.768 du 19 mai 2011.

1.5. Le 21 mars 2011, la requérante a introduit une nouvelle demande d'autorisation de séjour de plus de trois mois sur base de l'article 9^{ter} de la Loi. Celle-ci est déclarée irrecevable en date du 27 juillet 2011 et un ordre de quitter le territoire est pris à son encontre.

1.6. Le 28 juillet 2011, elle a introduit une nouvelle demande d'autorisation de séjour de plus de trois mois sur base de l'article 9^{bis} de la Loi. Le 27 novembre 2012, ladite demande est déclarée irrecevable et un ordre de quitter le territoire est pris à l'encontre de la requérante. Le recours introduit à l'encontre de ces décisions a été rejeté par l'arrêt du Conseil n° 128.290 du 27 août 2014.

1.7. Le 2 septembre 2011, la requérante a introduit une troisième demande d'asile. Cette procédure s'est clôturée par une décision négative du Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides du 29 novembre 2011. Par son arrêt n° 75.923 du 28 février 2012, le Conseil a constaté le désistement d'instance concernant le recours introduit à l'encontre de cette décision.

1.8. Le 22 février 2012, elle a introduit une nouvelle demande d'autorisation de séjour de plus de trois mois sur base de l'article 9^{ter} de la Loi, laquelle est déclarée irrecevable en date du 15 mai 2012. Le recours introduit à l'encontre de cette décision a été accueilli par l'arrêt du Conseil n° 184 695 du 30 mars 2017.

1.9. Le 24 mai 2012, un ordre de quitter le territoire – demandeur d'asile est pris à l'encontre de la requérante. Celui-ci a cependant été retiré par la partie adverse le 5 juillet 2012 en sorte que, par son arrêt n° 89.007 du 4 octobre 2012, le Conseil a constaté le désistement d'instance.

1.10. Par un courrier du 11 décembre 2012, la requérante a introduit une nouvelle demande d'autorisation de séjour de plus de trois mois sur base de l'article 9bis de la Loi. Le 20 novembre 2013, ladite demande est déclarée irrecevable et un ordre de quitter le territoire, sous la forme d'une annexe 13, est pris à son encontre.

1.11. Le 20 octobre 2016, la partie défenderesse a pris un ordre de quitter le territoire – demandeur d'asile à son encontre. Cette décision constitue l'acte attaqué et est motivée comme suit :

« En exécution de l'article 75, § 2ième de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, il est enjoint à Madame(1), qui déclare se nommer (1) :

nom : F.

prénom : A.

[...]

+ 3 enfants : [...]

de quitter le territoire, ainsi que le territoire des Etats qui appliquent entièrement l'acquis de Schengen (2), sauf s'il (si elle) possède les documents requis pour s'y rendre.

MOTIF DE LA DECISION :

Une décision de refus du statut de réfugié et de refus de la protection subsidiaire (1) a été rendue par le Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides en date du 29.11.2011. Le 28.02.2012 le désistement d'instance a été constaté par le Conseil du Contentieux des Etrangers.

(1) L'intéressé(e) se trouve dans le cas prévu à l'article 7, alinéa 1er , 1° de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers : l'intéressé demeure dans le Royaume sans être porteur des documents requis à l'article 2, en effet, l'intéressé(e) n'est pas en possession d'un passeport valable avec visa valable.

En exécution de l'article 7, alinéa 1er, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, il est enjoint à l'intéressé(e) de quitter le territoire dans les 30 (trente) jours.»

2. Recevabilité du recours

2.1. Le Conseil observe que l'ordre de quitter le territoire faisant l'objet du présent recours fait suite à la décision de refus du statut de réfugié et de refus de la protection subsidiaire du Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides du 29 novembre 2011. Il note également que ladite demande d'asile a été clôturée négativement par l'arrêt n° 75.923 du 28 février 2012 constatant le désistement d'instance.

2.2. Le Conseil ne peut dès lors que constater que la partie requérante n'a plus intérêt à son recours, dès lors que la demande d'asile a été clôturée négativement par le Conseil de céans comme énoncé au point 2.1.

2.3. Au vu de ce qui précède, le Conseil estime que le recours est irrecevable à défaut d'intérêt.

3. Débats succincts

3.1. Les débats succincts suffisant à constater que la requête en annulation ne peut être accueillie, il convient d'appliquer l'article 36 de l'arrêté royal du 21 décembre 2006 fixant la procédure devant le Conseil du Contentieux des Etrangers.

3.2. Le recours en annulation étant rejeté par le présent arrêt, il n'y a plus lieu de statuer sur la demande de suspension.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article unique

La requête en suspension et annulation est rejetée.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le trente mars deux mille dix-sept par :

Mme M.-L. YA MUTWALE, président f.f., juge au contentieux des étrangers,

Mme A. KESTEMONT, greffier.

Le greffier,

Le président,

A. KESTEMONT

M.-L. YA MUTWALE